

2017

Pour une France en commun, **le PCF en campagne**



Face à Fillon, Le Pen et l'échec de Hollande et Valls le PCF appelle au rassemblement à gauche

Les communistes sont en campagne pour 2017 avec un objectif servir l'intérêt général. Construisons une perspective d'espoir à la jeunesse, aux salariés du privé, aux fonctionnaires, aux retraités, aux privés d'emplois. Nous voulons empêcher la droite et le Front national d'appliquer leurs politiques de régressions sociales et nous voulons rassembler à gauche dans la clarté.

Hollande de fait en se retirant de la présidentielle fait le constat de l'échec des politiques menées durant 5 ans et Valls sera le candidat de l'échec. Leur échec ne sera pas le notre ou celui de toute la gauche sociale, syndicale politique de notre pays. Il faut que chacun prenne ses responsabilités pour un rassemblement de tous ceux qui se mobilisaient contre la loi Travail et de ceux qui contestent les choix du gouvernement. Il n'est pas trop tard, il faut dépasser les ambitions personnelles et penser à l'intérêt du pays, c'est ce qu'ont décidé les communistes, en ne présentant pas de candidat.

- **Une politique de plein-emploi**, de maîtrise de l'argent public et de nationalisation des banques, de développement des services publics et de renforcement de la sécurité sociale.

- **Une politique de paix et de sécurité des peuples** basée sur la coopération et le renversement des logiques capitalistes qui sèment la violence dans toute la société.

- **Une ambition pour une Europe des peuples** en rupture avec les traités actuels, les politiques de régression sociale et de financiarisation qui conduisent à la montée de l'extrême droite.

Face à Fillon et Marine Le Pen - le premier qui promet la marchandisation totale de la société, l'autre qui rêve d'exclure toujours plus - nous avons besoin sur tous les territoires de candidats d'une gauche ambitieuse pour porter un projet de société juste et solidaire.

Ce sont les 577 candidats aux législatives soutenus par le PCF dans les circonscriptions qui proposent un pacte législatif d'engagements communs pour la France.

Pour la présidentielle il faut que cette aspiration collective soit entendue pour une alternative au gouvernement actuel, une alternative respectueuse de l'histoire sociale du pays, soucieuse de donner un débouché politique à tous ceux qui dans les entreprises, dans les villages ruraux, dans les quartiers populaires sont soumis à une aggravation de leurs conditions de vie et de travail. Cela veut dire qu'il faut jouer collectif et renoncer aux ambitions personnelles et aux tactiques politiciennes. Le retrait de Hollande ouvre une nouvelle étape de la présidentielle et nous avons aussi les élections législatives.

Avec 30 à 40 députés du PCF/Front de Gauche, en plus, l'histoire des cinq dernières années n'aurait pas été la même et les mobilisations contre la loi travail ou le pacte de compétitivité ou la loi NOTRe auraient pu emporter la victoire.

« A Gauche face aux difficultés vécues, face à la confusion qui règne le PCF, les élus et militants communistes sont une référence et un point d'appui qui seront utiles avec leurs députés quel que soit le résultat de la présidentielle ».

Quelles politiques alternatives en France et en Europe ?

Réunion publique

Avec **João Ferreira** député Européen du parti Communiste Portugais

Christian Picquet membre de l'exécutif national du PCF

Un représentant du Parti communiste d'Espagne

des représentants syndicaux, associatifs ou des partis politique de gauche
Les candidats aux législatives du Rassemblement de la France en commun

Vendredi
9 décembre
20h15

Forum de la librairie de la Renaissance - métro Basso Cambo - 1 allée marc Saint Saëns - 31000 Toulouse

2017, À L'OFFENSIVE

Le PCF propose sept axes d'action
pour un pacte
d'engagements communs

1. Prendre le pouvoir sur la finance et partager les richesses

Prendre le pouvoir sur les banques : en créant un pôle public bancaire. Son action aurait pour objet de peser sur l'orientation du crédit et de l'épargne dans l'ensemble du système financier avec une nouvelle mission au service de la sécurisation de l'emploi et de la richesse dans les territoires.

Stop à l'évasion fiscale et au CICE, agissons pour une autre utilisation de l'argent.

L'évasion fiscale est un phénomène considérable qui prive l'État de dizaines de milliards d'euros de recettes dans lesquelles les banques jouent un rôle central au service des intérêts d'une minorité. Engageons dès maintenant des mobilisations concrètes contre les pratiques des banques et des multinationales.

Des salaires qui permettent de bien vivre et de meilleurs retraites en imposant l'encadrement des rémunérations dans les entreprises (échelle 1 à 20), la suppression des stock-options et l'interdiction des goldens hello/parachutes.

2. De la nouvelle République au renouveau de la politique

Sortir du présidentielisme et redonner la primauté au Parlement, en supprimant le « domaine réservé du Président de la République, en dissociant élection présidentielle et élections législatives, avec un contrôle organisé de l'action du gouvernement par le Parlement.

Un renouveau de la politique, nouveaux pouvoirs des citoyens à l'appui, avec la stricte limitation du cumul et du renouvellement des mandats, la mise en place d'un statut de l'élu et l'instauration de la proportionnelle à toutes les élections avec obligation de parité.

3. Investir pour Demain

On vaut mieux que ça ! Une loi pour sécuriser l'emploi et la formation

Après l'important mouvement contre la loi travail, alors que la souffrance au travail progresse et que l'emploi est la première préoccupation de nos concitoyen-nes, entrons en campagne pour la sécurisation de l'emploi et de la formation permettant à chacun-ne d'alterner tout au long de sa vie périodes d'emploi et périodes de formation dans une continuité de revenus et de droits.

Construire l'école de l'égalité : en sortant de l'impasse des rythmes scolaires en repensant les temps éducatifs et les parcours pédagogiques et en créant un service public national déconcentré du loisir éducatif. Des personnels formés partout et le rétablissement d'une carte scolaire contraignante et démocratiquement construite.

4. L'égalité Femmes Hommes maintenant !

Alors que les femmes continuent de gagner 23 % de moins que les hommes à poste équivalent : Garantir l'égalité salariale par le code du travail, revaloriser les métiers féminisés et lutter contre les temps partiels subis.

5. Une France protectrice et solidaire

Contre l'austérité, un service public du XXI^e siècle

Les services publics, nos biens communs, méritent mieux que le traitement qui leur est actuellement infligé. Dans un moment de crise profonde où se développent précarité, insécurité, inégalité, la question des services publics resurgit au cœur des débats pour structurer une société plus humaine et solidaire, alors que, partout dans nos territoires, les luttes se multiplient pour empêcher la fermeture ou la suppression de services (Poste, hôpitaux, écoles, transports...)

Non à la guerre ! La grande paix humaine est possible

La politique internationale de la France est marquée par une dynamique de remilitarisation des rapports internationaux qui s'inscrit dans une visée, celle de consolider et de renforcer la place de la France dans la mondialisation capitaliste. Nous devons engager une nouvelle phase de notre action pour empêcher ces orientations politiques de perdurer et faire grandir des propositions de paix et de sécurité collective.

Nous sommes tous des migrants

À l'opposé des discours de l'extrême-droite et de la droite qui instrumentalisent la crise des migrants pour diviser la société française, la France a besoin d'une politique d'accueil digne de ce nom pour les migrants. Elle doit prendre des initiatives pour des solutions politiques d'urgence et durables : il y a une bataille idéologique à mener, et une bataille politique fondée sur l'exigence de solidarités à développer avec les migrants comme dans toute la société.

6. Produire autrement et protéger la planète

Stop aux délocalisations ! Un renouveau industriel pour la France

Des initiatives du PCF sont déjà en cours notamment sur les filières ferroviaires et énergétiques. Concernant le ferroviaire, les perspectives d'activités sont alarmantes en terme d'emploi, de compétences et de stratégie industrielle pour l'ensemble de la filière comme l'a montré le conflit social sur le site de Belfort d'Alstom. Concernant la filière énergétique, la réponse aux besoins à un juste prix, la lutte contre la précarité énergétique, les enjeux environnementaux et de sécurité nécessitent que la nation se dote là aussi d'une nouvelle politique industrielle, par la réappropriation d'un service public de l'énergie.

7. À l'offensive pour changer l'Europe

Une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés. Face à la crise financière de 2008, les politiques de l'UE n'ont fait qu'aggraver la situation pour les peuples afin de protéger la finance. Il faut une refondation du projet et des outils de coopération européens pour la construction d'une union des peuples libres, souverains et associés, investissant pour le développement commun, la garantie des droits humains élémentaires et agissant pour changer le cours de la mondialisation.

PCF
Parti communiste français